



## ARCHIVES DU SÉNAT

# INVENTAIRE DES DE LA COMMISSION SÉNATORIALE CHARGÉE D'ÉTUДИER LES QUESTIONS INTÉRESSANT SPÉCIALEMENT LES DÉPARTEMENTS LIBÉRÉS DE L'INVASION

Dite « commission des départements libérés ».

*Les documents décrits ci-dessous ont été numérisés et mis en ligne sur le site internet du Sénat à l'occasion de la commémoration du [Centenaire de la Grande Guerre](#).*

Contact : [archives@senat.fr](mailto:archives@senat.fr)

## PRESENTATION DE LA COMMISSION DES DÉPARTEMENTS LIBÉRÉS

En octobre 1918, les commissions de l'armée, de la marine, des affaires étrangères et des finances délèguent plusieurs de leurs membres pour aller visiter les régions libérées de l'invasion, « afin de constater l'état dans lequel les villes occupées par les Allemands ont été laissées par eux à leur départ »<sup>1</sup>. Ces délégués expriment le 21 novembre 1918, par l'intermédiaire d'[Alexandre RIBOT](#)<sup>2</sup>, leur désir de voir se constituer au Sénat une commission chargée d'examiner l'ensemble des questions intéressant les départements libérés. Composée de 36 membres élus au scrutin de liste, cette commission est nommée le 3 décembre 1918. Elle est chargée de se mettre en relation avec le Gouvernement pour lui prêter concours, et de saisir le Sénat des propositions qui lui paraîtront nécessaires et urgentes. C'est au nom de cette commission que [Georges REYNALD](#) rend son rapport le 27 mars 1919 sur les constatations des dommages faits par l'ennemi dans les régions envahies (I. 41).

Le Règlement du Sénat de 1921 transforme la commission des départements libérés en commission « de large envergure », mais non en commission générale, et lui donne un statut provisoire qui est prorogé en 1922 afin de lui permettre de poursuivre ses travaux. Elle peut alors être saisie au fond ou pour avis des textes qui lui sont renvoyés. En 1923, M. [Lucien HUBERT](#) dépose une proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission de 27 membres chargée pour 1923, de l'examen des projets et propositions relatifs aux départements libérés de l'invasion. Il effectue la même démarche en 1924 et sa proposition est alors renvoyée à la commission, nommée en 1924, chargée de l'examen de la PPL de

---

<sup>1</sup> Motion de MM. [HAYEZ](#) et [BERSEZ](#) adoptée en séance publique le 22 octobre 1918.

<sup>2</sup> PPR de MM. [RIBOT](#), [BOURGEOIS](#), [DEVELLE](#) et [DOUMER](#) tendant à la nomination d'une commission de 36 membres, élue au scrutin de liste, chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion (1918, I. 460).

M. [Charles CHAUMET](#) tendant à modifier le Règlement du Sénat et à faire nommer par les Bureaux les membres des commissions générales<sup>3</sup>. A partir de 1925, et jusqu'en 1934, une proposition ayant le même objet est déposée tous les ans, et renvoyée pour examen à cette même commission « du Règlement » désignée en 1924, qui examine notamment l'opportunité de poursuivre les travaux concernant les départements libérés.

Ses travaux s'achèvent en 1934, à l'expiration de ses pouvoirs, aucune proposition de loi relative à son renouvellement n'ayant été déposée en 1935. Les textes de loi alors en cours d'examen par la commission sont redistribués entre les commissions générales.

## INVENTAIRE

**69S 290** Commission chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion, séances : procès-verbaux.

4 avril 1921 : PJJ portant ouverture sur l'exercice 1921 de crédits provisoires.

14 avril 1921 : PJJ portant ouverture sur l'exercice 1921 (suite), questions relatives aux emprunts futurs du Crédit National.

22 avril 1921 : PJJ relatif à la prorogation du délai imparti par la loi du 25 août 1920 pour le dépôt des indemnités de dommages de guerre et avis de M. GOUGE.

28 avril 1921 : PJJ relatif à la prorogation du délai imparti par la loi du 25 août 1920 pour le dépôt des indemnités de dommages de guerre (suite).

24 mai 1921 : audition de MM. DOUMER (ministre des finances) et de LOUCHEUR (ministre des régions libérées) sur les résultats des accords de Londres.

1<sup>er</sup> juin 1921 : rapport de M. REYNALD sur le PJJ relatifs aux cessions des droits à indemnité pour dommage de guerre et aux conditions de emploi de celles-ci (exercice 1921, suite).

2 juin 1921 : rapport de M. REYNALD (suite) ; amendements au PJJ sur les coopératives de reconstruction.

8 juin 1921 : rapport de M. REYNALD (suite).

7 juillet 1921 : PPL tendant à l'application de la loi du 17 avril 1919 sur les dommages de guerre en cas de dommages matériels et directs causés aux biens mobiliers ou immobiliers par l'incendie ; PJJ tendant à faciliter l'acquisition par les communes dévastées des immeubles endommagés compris dans les plans d'alignement.

9 juillet 1921 : rapport de M. GOUGE relatif au PJJ tendant à faciliter l'acquisition par les communes dévastées des immeubles endommagés compris dans les plans d'alignement (suite).

18 novembre 1921 : PPL tendant à l'application de la loi du 17 avril 1919 sur les dommages de guerre en cas de dommages matériels et directs causés aux biens

---

<sup>3</sup> Archives du Sénat, cote : 124S 1858. Commission chargée de l'examen de la proposition de résolution de M. [Charles CHAUMET](#) et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le règlement du Sénat et à faire nommer par les bureaux les membres des commissions générales. 1924-1940. La commission dite « du Règlement » est nommée en 1924, et perdure jusqu'en 1940.

mobiliers ou immobilier par l'incendie (suite).

14 décembre 1921 (séance commune avec la commission des régions libérées de la Chambre des députés) : rapport du député René LEFEBVRE sur le PJJ relatif aux cessions de droits à indemnités pour dommages de guerre et aux conditions de emploi de ces indemnités.

20 janvier 1922 : rapport de M. GOUGE sur les dommages incendie ; avis sur les dispositions de la loi des loyers concernant les sinistres ; cessions des dommages (suite).

14 février 1922 : élection du Bureau.

17 février 1922 : audition de M. REIBEL (ministre des régions libérées) sur la question des cessions des dommages de guerre.

23 mars 1922 : rapport de M. REYNALD sur le PJJ concernant les dommages de guerre ; PJJ de finances des dépenses recouvrables concernant les régions libérées.

24 mars 1922 : audition de M. REIBEL sur le PJJ de finances des dépenses recouvrables concernant les régions libérées et sur le PJJ concernant les cessions des dommages de guerre.

3 avril 1922 : PJJ tendant à simplifier les formalités d'expropriation en ce qui concerne les immeubles endommagés par faits de guerre à racheter par l'Etat en vertu de l'article 46 de la loi du 17 avril 1919.

6 avril 1922 : rapport de M. de LUBERSAC sur le PJJ tendant à simplifier les formalités d'expropriation (suite).

1<sup>er</sup> juin 1922 : échanges sur les observations des ministres des régions libérées, des finances et de la justice sur la PPL relative aux dommages incendies.

4 juillet 1922 : PJJ complétant la loi du 16 juillet 1921 relative à l'établissement d'un régime transitoire pour la perception des impôts dans les régions libérées.

8 juillet 1922 : PJJ relatif aux cessions des droits à indemnités pour dommages de guerre.

8 novembre 1922 : exposé de M. HUBERT sur la question des paiements en nature des réparations allemandes.

21 novembre 1922 : rapport de M. GOUGE sur la PPL tendant à modifier la loi du 27 décembre 1920 relative au règlement des sommes demeurées impayées par les débiteurs domiciliés dans les régions envahies ou particulièrement atteintes par les hostilités.

26 janvier 1923 : éloge funèbre de M. RIBOT ; élection du Bureau.

1<sup>er</sup> février 1923 : échanges sur l'avenir de la commission des régions libérées et sur le remplacement de certains de ses membres.

15 février 1923 : élection du Bureau ; programme de travail.

23 février 1923 : audition de M. REIBEL (ministre des régions libérées, sténographie manquante).

6 mars 1923 : rapport de M. GOUGE sur la PPL relative à la réutilisation des terrains endommagés par fait de guerre et sur la PPL relative à certains sinistrés

particulièrement intéressants.

20 mars 1923 : P.J.L. relatif à la reconstitution des actes et archives détruits suite aux événements de guerre.

25 mai 1923 : audition de MM. de LASTEYRIE (ministre des finances) et REIBEL (ministre des régions libérées) sur les articles de la loi du budget de 1923 concernant les dommages de guerre (*sténographie manquante*).

5 juillet 1923 : programme de travail.

10 juillet 1923 : protestation contre le vote du budget des dépenses recouvrables.

23 novembre 1923 : audition de MM. de LASTEYRIE et REIBEL sur le budget des régions libérées (*sténographie manquante*).

## 1921-1923

**69S 291** Commission chargée en 1923 de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux départements libérés de l'invasion, réunions : procès-verbaux.

25 janvier 1924 : élection du Bureau.

12 février 1924 : nomination.

19 février 1924 : élection du Bureau.

22 février 1924 : demande d'audition de la part du ministre des régions libérées ; rapport de M. POULLE sur la révision des dommages de guerre.

26 février 1924 : P.J.L. relatif à une modification de la loi de 1919 sur certains condamnés ; révision des dommages de guerre (suite).

29 février 1924 : audition de M. REIBEL (ministre des régions libérées) sur le P.J.L. relatif à la révision des dommages de guerre (*sténographie manquante*).

4 mars 1924 : audition de la Fédération des Associations départementales des sinistrés (*sténographie manquante*).

10 mars 1924 : rapport de M. POULLE sur la contre-proposition de M. BOIVIN-CHAMPEAUX relative aux dommages de guerre.

4 avril 1924 : échanges de vues et audition de M. MARIN (ministre des régions libérées, *sténographie manquante*) sur la révision des dommages de guerre.

30 décembre 1924 : éloge funèbre de M. TOURON ; nominations ; programme de travail.

17 février 1925 : élection du Bureau ; nomination.

26 février 1925 : examen du budget des régions libérées dans le P.J.L. de douzième provisoire ; rapports de M. MERLIN sur des projets relatifs à l'application de la loi sur les dommages de guerre en Alsace-Lorraine.

24 avril 1925 : éloge funèbre de M. GOUGE ; élection partielle du Bureau ; lecture d'une lettre de M. SCHMIDT (ministre des régions libérées) relative à une commission chargée d'examiner les bases de répartition entre les départements libérés des crédits ouverts par la loi du 28 février 1925 ; rapport de M. MERLIN sur la réparation des dommages de guerre causés par incendie en Alsace-Lorraine.

29 juin 1925 : examen du P.J.L. du douzième provisoire de juillet 1925 (articles portant sur les dommages de guerre et sur les prestations en nature versées par l'Allemagne).

22 décembre 1925 : rapport de M. POULLE relatif à l'extension du délai accordé aux sinistrés pour se pourvoir devant un tribunal de dommages.

24 décembre 1925 : audition de M. CHAUVIN (sous-secrétaire d'Etat des régions libérées) sur le P.J.L. prorogeant les délais fixés pour l'examen des dossiers de dommages de guerre en exécution de la loi du 2 mai 1924 (*sténographie manquante*).

2 février 1926 : élection du Bureau.

20 février 1926 : audition de M. CHAUVIN (sous-secrétaire d'Etat des régions libérées) sur le P.J.L. modifiant la loi de révision de certains dommages de guerre (*sténographie manquante*).

22 juin 1926 : échanges sur l'application de la loi du 2 mai 1924 relative à la révision des dommages de guerre.

12 juillet 1926 : audition de M. DUTREIL (sous-secrétaire d'Etat des régions libérées) (*sténographie manquante*) suivi d'un communiqué de presse sur la loi du 2 mai 1924 sur la révision des dommages de guerre.

9 août 1926 : lecture d'une déclaration de M. TARDIEU (ministre des travaux publics) sur la loi du 2 mai 1924.

16 novembre 1926 : compte-rendu de M. POULLE sur les travaux du comité restreint du ministère de travaux publics sur les modifications à apporter à la loi du 2 mai 1924 sur la révision des dommages de guerre ; audition de M. TARDIEU et d'une délégation de l'Union des sinistrés (*sténographie manquante*).

3 mars 1927 : élection du Bureau.

15 mars 1927 : crédits des régions libérées ; loi de révision des dommages de guerre.

29 novembre 1927 : loi de révision des dommages de guerre.

24 décembre 1927 : P.J.L. prorogeant les délais fixés pour l'examen des dossiers de dommages de guerre.

16 février 1928 : élection du bureau ; nominations.

22 février 1928 : rapport de M. LUGOL sur le P.J.L. modifiant la loi de 1924 sur les dommages de guerre.

2 mars 1928 : nomination ; rapport de M. LUGOL (suite).

19 juin 1928 : P.J.L. modifiant la loi de 1924 sur les dommages de guerre (suite).

3 juillet 1928 : P.J.L. modifiant la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages de guerre par les faits de guerre.

Commission chargée en 1923 de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux départements libérés de l'invasion, séances : procès-verbaux.

12 décembre 1928 : audition de MM. LE TROQUER (ministre des travaux publics et des régions libérées), REGNIER (Directeur des services des régions libérées),

MARTIN (directeur général du Crédit national) sur le PJJ de finances pour 1929.

5 mars 1929 : élection du bureau.

26 mars 1929 : PJJ de finances rectificative pour 1928.

20 novembre 1929 : démission de M. HUBERT ; nomination ; ratification de décrets relatifs aux départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle.

20 décembre 1929 : report de réunion.

5 février 1930 : élection du bureau ; échanges sur les avances consenties pendant la Guerre par l'Etat aux fonctionnaires municipaux ayant dû quitter les communes envahies.

29 mars 1930 : nomination.

24 avril 1930 : rapport de M. de LUBERSAC sur le PJJ dispensant aux sinistrés de reverser le montant de la réduction portant sur l'indemnité pour remise en état du sol ; PPL relative à l'acquisition de la nationalité française.

2 juillet 1930 : nominations.

6 février 1931 : élection du bureau.

13 février 1931 : PPL étendant le bénéfice de la loi du 17 avril 1919 relative à la nationalité française.

5 mars 1931 : nominations.

10 mars 1931 : nomination.

9 juin 1931 : nomination ; travaux de la commission supérieure des douanes.

2 juillet 1931 : rapport de M. LUGOL sur le PJJ étendant le bénéfice de la loi du 17 avril 1919 relative à la nationalité française.

25 novembre 1931 : nomination ; ordre du jour du Sénat ; PJJ tendant à abroger l'article 11 de la loi du 2 mars 1928 sur les prestations en nature et les douanes ; éloge funèbre de M. LOUCHEUR.

22 décembre 1931 : rapport de M. ROUSSEL sur le PJJ modifiant la loi du 2 mars 1928 sur les prestations en nature et les douanes ; rapport de M. de LA GRANGE sur la PPL complétant la loi du 17 avril 1919 sur les indemnités de guerre allouées aux communes ; message de l'Union des victimes de guerre et des anciens combattants sur les emplois réservés.

2 février 1932 : élection du Bureau.

2 mars 1932 : rapport de M. de LA GRANGE sur le PJJ sur la liquidation des sociétés coopératives en vue de la reconstitution des immeubles atteints par les événements de guerre ; rapport de M. LUGOL modifiant la loi du 27 août 1931 sur le fonctionnement du compte spécial des compensations des frais supplémentaires pour produits finis dans l'industrie ; ordre du jour du Sénat ; nomination.

9 juin 1932 : éloge funèbre de M. de LUBERSAC ; rapport de M. de LA GRANGE sur la PPL modifiant la loi du 23 mars 1928 sur les expertises des dommages de guerre ; nominations.

16 juillet 1932 : rapport de M. LAVERGNE complétant la loi du 23 mars 1928 ;

nomination ; élection de membres du bureau.

28 décembre 1932 : échanges sur la suppression du sous-secrétariat d'Etat aux travaux publics ; nominations.

7 février 1933 : élection du bureau ; travaux en cours.

8 mars 1933 : démission de M. BABAUD-LACROZE ; nominations.

7 avril 1933 : élection d'un membre du bureau ; rapport de M. LUGOL sur le P.J.L. abrogeant les dispositions législatives frappant d'inaliénabilité certains titres délivrés en paiement d'indemnités pour dommages de guerre ; nomination.

6 juillet 1933 : rapport de M. LUGOL sur le P.J.L. relatif à la composition de la commission supérieure des dommages de guerre.

28 février 1934 : élection du bureau.

7 mars 1934 : nominations.

**1924-1935**